



# PRÉFET DE LOIR-ET-CHER

Liberté  
Égalité  
Fraternité

Secrétariat général

Service interministériel d'animation  
des politiques publiques

Pôle environnement et transition énergétique

Affaire suivie par : Noémie SCHOLASTIQUE  
Tél : 02.54.81.55.61  
pref-icpe@loir-et-cher.gouv.fr

Blois, le **28 JUIN 2023**

Le préfet de Loir-et-Cher  
à

Monsieur le Chef de l'unité interdépartementale  
d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher de la DREAL  
Antenne de Blois  
34, avenue du maréchal Maunoury  
41007 BLOIS

L'Inspecteur des installations classées  
Service Protection de l'Environnement

## BORDEREAU D'ENVOI

Indication des pièces	Nombre	Observations
<b>OBJET : INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT – KNAUF INDUSTRIES EST-VERNOU-EN-SOLOGNE</b>  Copie de l'arrêté préfectoral complémentaire du 26/06/2023 modifiant les prescriptions de l'arrêté n° 99-0281 du 28 janvier 1999 applicables à l'établissement KNAUF INDUSTRIES EST à VERNOU-EN-SOLOGNE.	1	Pour information

Date	03/07/23	N°	1285
UID 37-41	ATT	copie	Observations
Chef UID			
Adjoint			
pôle RA			
Pôle RC			
Pôle ME			
Pôle DR			
SSP			
SRCT			
GUN <input type="checkbox"/>			
Circulation <input type="checkbox"/>		Classement <input type="checkbox"/>	

Pour le préfet et par délégation,  
Le chef du pôle environnement  
et transition énergétique,

  
Paul BERGERARD

58 U A 6053

Date	No.	Observations
10-2-54		Cloudy
10-3-54		Ashy
10-4-54		Ashy
10-5-54		Ashy
10-6-54		Ashy
10-7-54		Ashy
10-8-54		Ashy
10-9-54		Ashy
10-10-54		Ashy
10-11-54		Ashy
10-12-54		Ashy
10-13-54		Ashy
10-14-54		Ashy
10-15-54		Ashy
10-16-54		Ashy
10-17-54		Ashy
10-18-54		Ashy
10-19-54		Ashy
10-20-54		Ashy
10-21-54		Ashy
10-22-54		Ashy
10-23-54		Ashy
10-24-54		Ashy
10-25-54		Ashy
10-26-54		Ashy
10-27-54		Ashy
10-28-54		Ashy
10-29-54		Ashy
10-30-54		Ashy
10-31-54		Ashy



**PRÉFET  
DE LOIR-ET-CHER**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Secrétariat général**

**Service interministériel d'animation  
des politiques publiques**

**Pôle environnement et transition  
énergétique**

**ARRÊTÉ n° 41-2023-06-26-00004**

**complémentaire modifiant les prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 99-0281 du 28 janvier 1999 applicables à l'établissement de KNAUF INDUSTRIES EST à VERNOU-EN-SOLOGNE.**

**LE PRÉFET DE LOIR-ET-CHER,**

Vu le code de l'environnement et notamment son titre 1<sup>er</sup> du livre V ;

Vu la nomenclature des installations classées ;

Vu le décret du président de la République du 6 janvier 2021 nommant en conseil des ministres monsieur François PESNEAU, préfet de Loir-et-Cher ;

Vu l'arrêté ministériel du 24 avril 2015 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2921 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2661 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 15 avril 2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux stockages de polymères relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2663 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 14 janvier 2000 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n°2662 ;

Vu l'arrêté ministériel du 25 juillet 1997 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n°2910 : combustion ;

Vu l'arrêté ministériel du 23 novembre 2011 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique 2791 (installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2720, 2760, 2771, 2780, 2781 et 2782) ;

Vu l'arrêté préfectoral n°99-0281 du 28 janvier 1999 autorisant les activités de fabrication de polystyrène expansé, modifié par arrêtés complémentaires du 24 mars 1999, du 27 avril 2007, du 24 avril 2015 et du 18 juillet 2017 ;

Vu l'arrêté préfectoral n°41-2022-05-31-0001 du 31 mai 2022 modifiant des prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°99-0281 du 28 janvier 1999 de la société KNAUF INDUSTRIES EST ;



Vu le courrier du 13 février 2022 de l'exploitant au préfet sollicitant la modification de l'arrêté préfectoral complémentaire du 31 mai 2022 susvisé ;

Vu le rapport et les propositions en date du 7 avril 2023 de l'inspection des installations classées ;

Considérant que le projet d'arrêté a été soumis à l'exploitant et que celui-ci n'a formulé aucune observation dans le délai imparti ;

Considérant que les évolutions apportées aux installations classées et à leur exploitation et décrites dans les documents joints aux courriers transmis par l'exploitant à la préfecture susvisés constituent une modification notable mais non substantielle au regard de la réglementation ;

Considérant qu'il convient de mettre à jour le classement des installations et de modifier certaines prescriptions (actualisation des prescriptions particulières notamment) ;

Considérant que les dispositions du présent arrêté permettent de protéger les intérêts visés par l'article L511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture de Loir-et-Cher.

## **ARRETE**

---

### **TITRE 1- PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES**

---

#### **CHAPITRE 1.1 BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE**

##### **Article 1.1.1 Exploitant**

La société KNAUF INDUSTRIES EST dont le siège social est situé ZAC Grenoble Air Parc 38590 SAINT-ETIENNE-DE-SAINT-GEOIRS est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions des actes antérieurs modifiées et complétées par celles du présent arrêté, à poursuivre l'exploitation sur le territoire de la commune de VERNOU-EN-SOLOGNE des installations classées détaillées dans les articles suivants et situées 15, rue de Chambord 41230 VERNOU-EN-SOLOGNE.

##### **Article 1.1.2 Modifications et compléments apportés aux prescriptions des actes antérieurs**

Les prescriptions des articles des arrêtés préfectoraux n°99-0281 du 28 janvier 1999 et n° 41-2022-05-31-0001 du 31 mai 2022 sont complétées ou modifiées par les prescriptions du présent arrêté.

##### **Article 1.1.3 Installations non visées par la nomenclature ou soumises à déclaration**

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui, mentionnés ou non dans la nomenclature, sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

Les dispositions des arrêtés ministériels existants relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sont applicables aux installations classées soumises à déclaration, incluses dans l'établissement dès lors que ces installations ne sont pas régies par le présent arrêté préfectoral d'autorisation.





## CHAPITRE 1.2 NATURE DES INSTALLATIONS

Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées (hors installations non classables)

La liste des installations classées de l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 31 mai 2022 est remplacée par la liste suivante :

Rubrique	Régime	Libellé de la rubrique	Nature des installations	Critère de classement	Seuil du critère	Volume maximal autorisé
2661.1	E	Transformation de polymères 1. Par des procédés exigeant des conditions particulières de température et de pression	<u>Installations existantes :</u>  Bâtiment B (expansion) Bâtiment D3 (moulage) Bâtiment I1 (moulage) Bâtiment D1 (pré expansion)	la quantité de matière susceptible d'être traitée	$\geq 10$ t/j mais $< 70$ t/j	28 t/j **
2662	D	Stockage de polymères	<u>Installations existantes :</u>  Bâtiment A1 (stockage de matières premières Polystyrène expansible)	le volume susceptible d'être stocké	$\geq 100$ m <sup>3</sup> mais $< 1000$ m <sup>3</sup>	380 m <sup>3</sup>
2663.1	E	Stockage de polymères 1. A l'état alvéolaire ou expansé	<u>Installations existantes :</u>  Bâtiment C1 (stockage en silos de billes PSE) Bâtiment E1 (stockage de produits finis PSE) Bâtiment E2 (stockage de produits finis PSE) : réduction de la capacité maximale (ratio de 80%) : - 143 m <sup>3</sup> Bâtiment C2 (stockage de billes PSE broyées) Bâtiment E3	le volume susceptible d'être stocké	$\geq 2000$ m <sup>3</sup> mais $< 45000$ m <sup>3</sup>	19 109 m <sup>3</sup>





			<p>(stockage de produits finis PSE) : réduction de la capacité maximale (ratio de 80%) : - 309 m<sup>3</sup></p> <p>Bâtiment D4 (stockage moules et stockage provisoire de produits finis en attente d'évacuation)</p> <p><u>Installations nouvelles :</u> Zone de stockage extérieur de billes PSE en silos (3x600 m<sup>3</sup> = 1800 m<sup>3</sup>)</p> <p>Bâtiment I4 (stockage de produits finis PSE) : : capacité de stockage de 1 328 m<sup>3</sup></p>			
2714	NC	<p>Installation de transit, regroupement, tri, ou préparation en vue de la réutilisation de déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710, 2711 et 2719.</p> <p>Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant :</p> <p>1. Supérieur ou égal à 1 000 m<sup>3</sup> 2. Supérieur ou égal à 100 m<sup>3</sup> mais inférieur à 1 000 m<sup>3</sup></p>		le volume susceptible d'être stocké	< 100 m <sup>3</sup>	< 100 m <sup>3</sup>
2791.2	DC	<p>Installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations classées au titre des rubriques 2515, 2711, 2713, 2714, 2716, 2720, 2760, 2771, 2780, 2781, 2782, 2783, 2794, 2795 et 2971.</p> <p>La quantité de déchets traités étant :</p> <p>1. Supérieure ou égale à 10 t/j 2. Inférieure à 10 t/j</p>		La quantité de déchets traités	< 10t/j	1t/jour maximum
2910.A	DC	Installations de combustion A. Lorsque l'installation	Chaudière de production de	la puissance thermique	≥ 2 MW mais < 20	10,1 MW



		consomme [...] du fioul lourd [...]	vapeur de puissance thermique 10,1 MW	maximale	MW	
2921.a	E	Installation de refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle	2 tours aéro-réfrigérantes (TAR)	La puissance maximale	≥ 3000 kW	3692 kW
1532	NC	Bois ou matériaux combustibles analogues, y compris les produits finis conditionnés et les produits ou déchets répondant à la définition de la biomasse et mentionnés à la rubrique 2910-A, ne relevant pas de la rubrique 1531 (stockage de), à l'exception des établissements recevant du public : 1. Installations de stockage de matériaux susceptibles de dégager des poussières inflammables, le volume de tels matériaux susceptible d'être stocké étant supérieur à 50 000 m <sup>3</sup> 2. Autres installations que celles définies au 1, à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510, le volume susceptible d'être stocké étant : a) Supérieur à 20 000 m <sup>3</sup> . b) Supérieur à 1 000 m <sup>3</sup> mais inférieur ou égal à 20 000 m <sup>3</sup>	Aire extérieure de stockage de palettes	Le volume stocké	< 1 000 m <sup>3</sup>	< 1 000 m <sup>3</sup>

(\*) A : Autorisation ; E : Enregistrement ; D : Déclaration ; DC : Déclaration avec contrôle périodique

**Volume maximal autorisé :** éléments caractérisant la consistance, le rythme de fonctionnement, le volume des installations ou les capacités maximales autorisées en référence à la nomenclature des installations classées.

\*\* L'exploitant réalise un suivi des volumes moyens de production journalière (t/j) sur la base d'un suivi mensuel des volumes produits et des heures de fonctionnement machines. Ce suivi est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.



Ouvrage	Désignation – rubrique IOTA	Régime	Débit	Volume autorisé	Profondeur
Forage	1.1.2.0. Prélèvements permanent ou temporaires issus d'un forage, d'un puits ou ouvrages souterrain dans un système aquifère, à l'exclusion des nappes d'accompagnement de cours d'eau pas pompage, drainage, dérivation ou tout autre procédé, le volume total prélevé étant : 1) Supérieur ou égal à 200 000 m <sup>3</sup> /an (A) 2) Supérieur à 10 000 m <sup>3</sup> /an mais inférieur à 200 000 m <sup>3</sup> /an (D)	Déclaration	23 m <sup>3</sup> /h	133 000 m <sup>3</sup> /an	33,4 m

## TITRE 2 – PRESCRIPTIONS TECHNIQUES PARTICULIÈRES APPLICABLES À CERTAINES INSTALLATIONS

### CHAPITRE 2.1 - STOCKAGE DE MATIÈRES PLASTIQUES

#### Article 2.1.1 - Aménagements des prescriptions générales : Bâtiment I4 – stockage de produits PSE

L'article 2.3.1.1.b – Aménagement de l'article 2.4.1 de l'arrêté du 15 avril 2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux stockages de polymères relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2663, de l'arrêté préfectoral complémentaire du 31 mai 2022 est remplacé par l'article suivant :

En lieu et place des dispositions de l'article 2.4.1 « Stockages » de l'arrêté ministériel du 15 avril 2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux stockages de polymères relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2663, l'exploitant respecte les prescriptions suivantes :  
« Le stockage de produits PSE dans le bâtiment I4 est organisé en trois îlots de 600 m<sup>3</sup> maximum chacun, conformément au plan figurant en annexe. Il abrite un volume maximum total de 1328 m<sup>3</sup> de produits PSE. L'organisation du stockage est la suivante :

- gerbage sur palettes sur 2 niveaux maximum
- organisation des stockages au sol :
  - 2/3 de la surface occupée par le stockage à proprement parler, soit 361 m<sup>2</sup> environ, le résiduel constitué par les zones de circulation
  - sur la base de la surface dédiée au stockage : 361 m<sup>2</sup> et du gerbage des palettes sur 2 niveaux maximum, la capacité maximum de stockage en palettes dans le bâtiment est évaluée à 177 palettes au sol compte tenu de l'espacement nécessaire entre palettes.



La capacité de stockage totale au sein du bâtiment est donc de 354 palettes compte tenu du gerbage sur 2 niveaux.

Des passages libres, d'au moins 4 mètres de largeur, entretenus en état de propreté, sont réservés latéralement entre les îlots, de façon à faciliter l'intervention des services de sécurité en cas d'incendie. Dans tous les cas, le stockage est organisé de telle façon qu'au minimum le tiers de la surface au sol n'est en aucun cas utilisée à des fins de stockage.

La hauteur des stockages n'excède pas 5 mètres.

Les matières combustibles sont stockées sur des îlots séparés d'au moins 5 mètres des îlots de produits dont 50 % de la masse totale unitaire est composée de polymères à l'état alvéolaire ou expansé.

Une distance minimale d'1 mètre est respectée par rapport aux parois et aux éléments de structure.

Les stockages situés à l'extérieur des locaux abritant des installations relevant des rubriques 2661, 2662, 2663 de la nomenclature des installations classées sont séparés des limites extérieures de la dalle silo par un espace libre d'au moins 5 mètres. »

---

## **TITRE 3 ARTICLES D'EXÉCUTION**

---

### **CHAPITRE 3.1 SANCTIONS**

Les infractions ou l'inobservation des conditions légales fixées par le présent arrêté entraîneront l'application des sanctions pénales et administratives prévues par le titre 1<sup>er</sup> du livre V du Code de l'Environnement.

### **CHAPITRE 3.2 NOTIFICATION**

Le présent arrêté sera notifié au pétitionnaire, la société KNAUF INDUSTRIES EST, par lettre recommandée avec accusé de réception et sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Loir-et-Cher.

Conformément aux dispositions édictées par l'article R. 181-44 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers :

- une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de VERNOU-EN-SOLOGNE et peut y être consultée ;
- l'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État en Loir-et-Cher pendant une durée minimum de quatre mois ;
- un extrait de cet arrêté est affiché, pendant une durée minimum d'un mois, en mairie de VERNOU-EN-SOLOGNE ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire.

Une copie sera adressée au directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Centre-Val de Loire.





### CHAPITRE 3.3 EXÉCUTION

Le secrétaire général de la préfecture de Loir-et-Cher, le maire de VERNOU-EN-SOLOGNE, le directeur régional de l'environnement et de l'aménagement et du Logement Centre Val de Loire, et tout agent de la force publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Blois, le **26 JUIN 2023**

Pour le préfet, et par délégation

Le secrétaire général,



Nicolas HAUPTMANN

#### Délais et voies de recours

Dans un délai de deux mois à compter de la date de notification ou de publication du présent acte, les recours suivants peuvent être introduits, conformément aux dispositions de l'article R. 421-1 et suivants du code de justice administrative et du livre IV du code des relations entre le public et l'administration :

- un recours gracieux, adressé à : M. le Préfet de Loir-et-Cher – Place de la République – BP 40299 – 41006 BLOIS cedex ;
- un recours hiérarchique, adressé à Mme la Ministre de la Transition Écologique – Direction Générale de la Prévention des Risques – Arche de La Défense – Paroi Nord – 92055 LA DÉFENSE CEDEX.

Dans ces deux cas, le silence de l'administration vaut rejet implicite au terme d'un délai de deux mois. Les recours administratifs prolongent de deux mois les délais de recours contentieux mentionnés ci-dessous.

Conformément à l'article L.181-17 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré, selon les dispositions de l'article R.181-50 du code de l'environnement, au Tribunal Administratif – 28, rue de la Bretonnerie 45057 Orléans cedex 1 :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article [L. 181-3](#), dans un délai de quatre mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article [R. 181-44](#) ;

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)



Annexe : Plan des stockages du bâtiment I4

PLAN ILOTS DE STOCKAGE BATIMENT I4  
Knauf Industrie Vernou en Sologne



